INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 14 octobre 2022**

* Les principales Bourses européennes ont clôturé dans le vert tandis que Wall Street évolue en ordre dispersé après les résultats contrastés des grandes banques américaines. L'indice phare de la place parisienne est repassé sous le seuil des 6 000 points, franchi à la hausse en séance pour la première fois depuis la semaine dernière. Le CAC 40 a gagné 0,90% à 5 931,92 points, portant ses gains sur la semaine à 1,1%. L'Euro Stoxx 50 a progressé de 0,84 % à 3 390,74 points. Aux Etats-Unis, le Dow Jones perdait 0,62% et le Nasdaq 1,71% vers 17h30.
* L'annonce hier d'une inflation américaine en septembre supérieure aux attentes a rendu inéluctable un nouveau resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale américaine.
* Au chapitre macroéconomique, les ventes au détail ont stagné en septembre aux Etats-Unis, là où le marché tablait sur une hausse de 0,2% (+0,4% en août). L'indice préliminaire de confiance du consommateur établi par l'Université du Michigan a, quant à lui, progressé de 1,2 point à 59,8 en octobre, soit plus que les 58,8 attendus. A contrario, la composante des anticipations d'inflation à un an, très suivie par la Fed, a accéléré à 5,1%, après 4,7% en septembre, là où le marché espérait un ralentissement à 4,6%.
* En conséquence, le rendement du 10 ans américain a dépassé les 4%, ce qui a pesé sur Wall Street.
* Cette journée de vendredi a aussi été marquée par l'actualité outre-Manche où les rendements des emprunts d'Etat sont à leur plus haut du jour alors que la Première ministre britannique Liz Truss a confirmé l'éviction du Chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances) Kwasi Kwarteng et son remplacement par Jeremy Hunt, ex-secrétaire d'Etat à la Santé.
* Liz Truss a finalement décidé de maintenir la hausse du taux de l'impôt sur les sociétés à 25%, décidée par son prédécesseur, et qu'elle souhaiter annuler.
* Son " mini budget " de fin septembre prévoyant une baisse de la fiscalité sur les hauts revenus et les sociétés, est à l'origine des interventions d'urgence de la Banque d'Angleterre, lesquelles s'achèvent aujourd'hui.
* La Banque de Hongrie est intervenue en urgence pour arrêter la chute de sa devise. Le forint gagnait 3,62% à 0,0024 euro, après être tombé jeudi à un plus bas historique à 0,0023 euro. La devise hongroise s’est redressée grâce à la hausse du taux de prêt garanti au jour le jour de la Banque centrale hongroise de 15,5% à 25%. "Dans la période actuelle de turbulences sur les marchés financiers, l'une des tâches essentielles de la MNB est d'assurer la stabilité des marchés, en plus d'atteindre son objectif principal de stabilité des prix", a déclaré la Magyar Nemzeti Bank.

"La MNB est prête à intervenir en utilisant tous les instruments de sa panoplie de politique monétaire pour les assurer. Les défis actuels justifient l'utilisation d'instruments ciblés et temporaires".

* L’once d’or perdait 1,32% à 1 654,80 dollars en fin de journée affaiblie par le regain d’appétit pour le risque. La hausse des taux longs rend également moins attrayant l’or, qui ne verse aucune rémunération. Le rendement du 10 ans américain gagne ainsi 7 points de base à 4,015% à la suite de l’annonce d’une confiance des consommateurs plus élevée que prévu. Cette confiance mesurée par l'Université du Michigan est ressortie en première estimation à 59,8 en octobre. Les économistes tablaient sur 59 après 56,8 en septembre.
* Les réserves nettes de change de l'État s'élèvent à la fin du mois de septembre 2022 à 242,523 milliards d’euros (236,411 milliards de dollars) contre 241 742 milliards d’euros (241,742 milliards de dollars)) à la fin du mois de août 2022, soit une augmentation de 781 millions d’euros, qui intègre l’incidence des modalités de valorisation aux cours de change de fin de mois.

Les réserves nettes de l'Etat se répartissent en or pour 133,645 milliards d'euros, en devises pour 62,579 milliards d'euros, en position de réserve au FMI pour 7,119 milliards d'euros, en avoirs en droits de tirage spéciaux pour 37,208 milliards d'euros et autres avoirs de réserve pour 1,971 milliards d'euros.

* En septembre 2022, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,6 % sur un mois, après +0,5 % en août. Les prix des services se contractent (-1,5 % après +0,3 %)et pour le troisième mois consécutif, les prix de l'énergie baissent dans le sillage de ceux des produits pétroliers. Les prix des produits manufacturés (+0,9 % après +1,8 %) et ceux de l'alimentation (+1,1 % après +1,7 %) ralentissent. Sur un an, les prix à la consommation augmentent de 5,6 %, après 5,9 % en août.

**SOCIETES**

* Parmi les meilleures performances sectorielles du jour, les valeurs du luxe, emmenées par LVMH, Hermès et L'Oreal, sont parvenues à tirer leur épingle du jeu.
* Premières banques américaines à présenter leurs comptes trimestriels, JPMorgan, Citi et Morgan Stanley ont dévoilé des profits en repli. A Wall Street, les titres des deux premières gagnent respectivement 1,82% à 111,36 dollars et 0,57% à 43,19 dollars grâce à une performance meilleure qu’attendu. En revanche, Morgan Stanley a déçu et voit son titre reculer de 4,37% à 75,87 dollars. Comme attendu, les résultats sont pénalisés par la hausse des provisions pour créances douteuses du fait de la dégradation des perspectives économiques.

Le recul des métiers liés aux marchés a aussi pesé, la forte volatilité et la baisse des marchés financiers ayant limité l'activité, en particulier sur le marché primaire.

" Nous sommes confrontés à des vents contraires importants : une inflation obstinément élevée qui entraîne une hausse des taux d'intérêt mondiaux, les effets incertains du resserrement quantitatif, la guerre en Ukraine, qui accroît tous les risques géopolitiques (…) ", a commenté le patron, Jamie Dimon.

* Géant de l'agroalimentaire français, Danone envisage de mettre fin à la plupart de ses activités sur le territoire russe. En Bourse, son action gagne 0,61% à 47,97 euros alors que le groupe a pris la décision de lancer le processus de "transfert du contrôle de son activité Essential Dairy and Plant-based (EDP, produits laitiers essentiels et d'origine végétale) en Russie". Le leader français des produits laitiers et de la nutrition infantile a fait savoir que l'opération pourrait se solder par une dépréciation pouvant atteindre jusqu'à un milliard d'euros.

Dans sa communication, Danone explique que "durant les 9 premiers mois de l'année 2022, l'activité EDP en Russie a représenté environ 5% du chiffre d'affaires consolidé de Danone", souligne l'entreprise. "Elle a eu une contribution dilutive à la croissance des ventes en données comparables et à la marge opérationnelle courante du groupe".

Pourtant, le groupe agroalimentaire français avait annoncé fin mars qu'il poursuivrait sa production locale en Russie de produits laitiers et de nutrition infantile essentiels même s'il avait coupé ses autres liens avec le pays en raison de la guerre en Ukraine qui a débuté il y a près de sept mois. Danone expliquait alors que son rôle était de continuer à nourrir les populations locales.

Danone prévoit, à l'issue de l'opération, qui sera soumise à l'approbation des autorités compétentes, de déconsolider son activité EDP en Russie.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, de nombreux grands groupes français ont quitté la Russie (Renault, Air Liquide, Société Générale, Schneider...) au prix parfois d'importantes pertes.

* Les groupes américains de grande distribution, Kroger et Albertson ont conclu un accord de fusion d'un montant estimé à 24,6 milliards de dollars. Kroger acquerra toutes les actions en circulation d'Albertsons pour une contrepartie totale estimée à 34,10 dollars par action. Dans le cadre de la transaction, Albertsons versera un dividende en espèces spécial pouvant atteindre 4 milliards de dollars. La composante en espèces de la contrepartie de 34,10 dollars par action sera réduite du montant par action du dividende en espèces spécial, qui représenterait environ 6,85 dollars par action.

Avec un prix d'achat représentant une prime d'environ 32,8 %, Kroger et Albertsons prévoient de procéder à des cessions de magasins. Décrit dans l'accord de fusion, Albertsons est prêt à créer une filiale nommée SpinCo qui serait cédée aux actionnaires d'Albertsons immédiatement avant la clôture de la fusion.

Kroger et Albertsons ont convenu de travailler ensemble pour déterminer quels magasins feraient partie de SpinCo. SpinCo, qui compterait entre 100 et 375 magasins, deviendrait un nouveau concurrent agile.

La nouvelle entité a pour objectif de fournir des aliments frais et abordables à environ 85 millions de foyers.

* Le distributeur de fournitures de bureau Manutan perd 1,97% à 59,80 euros après avoir publié un chiffre d’affaires au quatrième trimestre 2021/2022 en hausse de 10,6%, à 906,5 millions d’euros contre 819,9 millions d’euros sur l’exercice précédent. Toutes les zones de la division Entreprises sont en croissance au quatrième trimestre. Cette croissance est notamment portée par la forte dynamique d’animation et d’extension de l’ensemble des gammes.

L'activité de la division Collectivités au quatrième trimestre est quant à elle en recul par rapport à l'exercice 2020/2021, principalement en raison d'une anticipation des livraisons durant le troisième trimestre.

"Face au contexte inflationniste et incertain actuel, le groupe fera ses meilleurs efforts pour en limiter les impacts, tout en poursuivant la mise en œuvre de sa stratégie de développement. Cette stratégie passera notamment par l'extension de l'offre de produits et services responsables, des capacités de stockage, ainsi que par le renforcement du modèle économique hybride alliant le digital, l'approche client omnicanale personnalisée et l'agilité opérationnelle nécessaire dans le contexte actuel", précise Manutan dans un communiqué.

**ANALYSES**

* Mauvaise nouvelle, la hausse des prix aux Etats-Unis ne ralentit pas. Ou plutôt, elle freine très peu et en tout cas, moins que ce que les économistes attendaient. L'inflation a atteint 8,2 % en septembre sur un an outre-Atlantique. C’est seulement 0,1 point de moins que le mois précédent.

C'est peut-être le pic de l'inflation américaine. Certains indices, tels que le nombre d'entreprises tentées d'augmenter leurs prix dans les prochains mois qui est en train de chuter, ou encore la baisse des prix de l'immobilier qui est enclenchée, le laissent penser. Malgré tout, « l'inflation américaine est toujours élevée et persistante », comme le dit Samy Chaar, chef économiste de la banque Lombard Odier. Surtout, beaucoup espéraient que les hausses de taux d’intérêt, qui ont commencé en mars dernier, auraient un effet plus visible sur la demande et donc sur l'indice des prix à la consommation.

Les prix de l'énergie ont grimpé de près de 20 % en douze mois tandis que ceux des produits alimentaires affichent une augmentation de 11,2 %. Pour ces deux postes de dépenses importants pour les ménages, la hausse est un peu moins forte qu'en août. Mais quand on regarde l'évolution des prix en excluant l'énergie et l'alimentation, dont les prix sont très volatils, alors l'inflation continue à progresser.

C'est particulièrement le cas dans les services. Le prix du logement, celui des services médicaux, des assurances-santé, des loyers ou encore des transports ont encore accéléré en septembre. Ainsi, l'indice des prix hors énergie et alimentation, qui donne une meilleure indication de la santé réelle de l'activité selon les économistes, est en hausse de 6,6 % sur un an et se retrouve à son plus haut depuis 1982.

Les marchés en ont rapidement tiré la conclusion que la Réserve fédérale serait poussée à relever fortement ses taux lors de sa prochaine réunion en novembre. Les taux américains à 10 ans ont temporairement dépassé la barre des 4 %. Les investisseurs anticipent une hausse de 75 points de base en novembre et peut-être même encore un relèvement lors de la réunion de décembre.

La lecture des débats du comité de politique monétaire de la Fed en septembre montre en effet que la banque centrale américaine estime qu'il est plus dangereux aujourd'hui de ne pas relever ses taux assez que de les remonter trop. Et cela commence à faire grincer les dents à l'étranger et pas seulement au sein des pays émergents, qui ont, eux, l'habitude d'être pris dans le piège de la remontée des taux américains et du dollar fort. Même les Européens s'y mettent aujourd'hui.

En début de semaine, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, s'est inquiété de la dépendance de la Banque centrale européenne à « la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis ». Les banques centrales du monde entier doivent « suivre » la Fed, sinon le risque est que « leurs monnaies se dévaluent » face au dollar, a-t-il expliqué. Ce qui se vérifie avec l'euro, en baisse continue depuis un an face au billet vert.

Donc « tout le monde court pour augmenter les taux d'intérêt », même si « ce n'est pas la bonne politique pour votre économie », a poursuivi le diplomate. « Il n'y a pas d'autre moyen, sinon les capitaux fuiront ». « Cela nous amènera à une récession mondiale », a prédit Josep Borrell, alors que la responsabilité en incombe largement aux Américains, qui ont trop relancé le revenu des ménages pendant la pandémie de Covid, en envoyant des chèques à toutes les familles.

**L’AGENDA DU 17 octobre 2022**

**14h30 aux Etats-Unis**

Indice manufacturier de la Fed de New York en octobre